



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 9 mars 2021 — N° 165

Dix heures

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Hommage à M. Lucien Gingras.*
- La députée de Vaudreuil sur le sujet suivant : *Hommage aux organismes venant en aide aux femmes de la région.*
- La députée de Roberval sur le sujet suivant : *35 ans d'implication de Mme Marie-Claude Simard au sein de la Traversée internationale du Lac Saint-Jean.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Hommage à M. Giacomo Delle Donne et au 60^e anniversaire de son salon de barbier.*
- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Hommage à un géant québécois et bellechassois : M. Maurice Tanguay.*
- La députée de Mercier sur le sujet suivant : *Disparition des commerces dans le Mile-End.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Le 40^e anniversaire d'AGIRO.*
- La députée de Gaspé sur le sujet suivant : *Souligner le départ du journaliste M. Martin Toulgoat.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Simone Leduc-Lamy.*
- Le député d'Abitibi-Est sur le sujet suivant : *Hommage posthume à M. Joe Hardy.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 30**
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 2) **Projet de loi n° 49**
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les
municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et
diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le
13 novembre 2019
- 3) **Projet de loi n° 60**
Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le
17 février 2021
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Fabre le **18 février 2021**

- 4) **Projet de loi n° 61**
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**

- 5) **Projet de loi n° 78**
Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **8 décembre 2020**

- 6) **Projet de loi n° 79**
Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le **9 décembre 2020**

- 7) **Projet de loi n° 83**
Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **10 décembre 2020**

- 8) **Projet de loi n° 85**
Loi visant à faciliter le déroulement de l'élection générale municipale du 7 novembre 2021 dans le contexte de la pandémie de la COVID-19
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **10 février 2021**

Étude détaillée en commission

- 9) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 11) Projet de loi n° 59
Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 27 octobre 2020
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le **16 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 12) Projet de loi n° 64
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020
Principe adopté le **20 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 13) Projet de loi n° 65**
Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 24 septembre 2020
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 octobre 2020
Principe adopté le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 14) Projet de loi n° 67**
Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 30 septembre 2020
Principe adopté le **5 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 15) Projet de loi n° 69**
Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le 29 octobre 2020
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 1^{er} décembre 2020
Principe adopté le **8 décembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 16) Projet de loi n° 74**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 2 décembre 2020
Principe adopté le **2 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 17) Projet de loi n° 82**
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020
Présenté par le ministre des Finances le 11 décembre 2020
Principe adopté le **17 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 18) Projet de loi n° 84***
Loi visant à aider les personnes victimes d’infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement
Présenté par le ministre de la Justice le 10 décembre 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le **4 février 2021**,
Renvoyé à la Commission des institutions

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Prise en considération de rapports de commissions

- 19) Projet de loi n° 73**
Loi modifiant diverses dispositions en matière de procréation assistée
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 11 novembre 2020
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 10 décembre 2020
Principe adopté le 2 février 2021
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux déposé le **18 février 2021**
- 20) Projet de loi n° 77**
Loi sur l’Institut de technologie agroalimentaire du Québec
Présenté par le ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation le 26 novembre 2020
Rapport de la Commission de l’agriculture, des pêcheries, de l’énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le 4 février 2021
Rapport de la Commission de l’agriculture, des pêcheries, de l’énergie et des ressources naturelles déposé le **17 février 2021**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 21)** Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 22)** Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 23)** Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 24)** Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 25)** Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 26)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**

- 27) Projet de loi n° 196**
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d’instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l’état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d’une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 197**
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l’obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 29) Projet de loi n° 198**
Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 30) Projet de loi n° 199**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement pour instaurer un droit d’initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l’indépendance du Bureau d’audiences publiques sur l’environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 31) Projet de loi n° 391**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 32) Projet de loi n° 392**
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 33) Projet de loi n° 393**
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

- 34) Projet de loi n° 396**
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 35) Projet de loi n° 397**
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 398**
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 37) Projet de loi n° 399**
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 490**
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 491**
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 40) Projet de loi n° 492**
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**
- 41) Projet de loi n° 493**
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**

- 42) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 43) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 44) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 46) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 47) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 48) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 49) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**

- 50) Projet de loi n° 597**
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 51) Projet de loi n° 598**
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 52) Projet de loi n° 599**
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 53) Projet de loi n° 690**
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**
- 54) Projet de loi n° 691**
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 55) Projet de loi n° 692**
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 56) Projet de loi n° 693**
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**

- 57) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 58) Projet de loi n° 696
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **10 février 2021**
- 59) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés aux restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 60) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 61) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Sutton
Présenté par le député de Richmond le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 62) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Nominigüe
Présenté par la députée de Labelle le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 63)** Projet de loi n° 216
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Présenté par le député de René-Lévesque le **21 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 64)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 65)** Projet de loi n° 219
Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec: réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41^e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable ».
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance ».
- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 67**, Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions (mandat confié le 5 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Sutton (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Nominuingue (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 216**, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 21 octobre 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 69**, Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 8 décembre 2020).

Mandat confié par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 78**, Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises (mandat confié le 4 février 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (mandat confié le 16 février 2021).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 74**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures (mandat confié le 2 février 2021).
- **Projet de loi n° 82**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020 (mandat confié le 17 février 2021).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 84**, Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (mandat confié le 4 février 2021).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Joliette au ministre de la Famille sur le sujet suivant : *Le bilan désastreux du gouvernement de la CAQ quant à l'accessibilité à une place en service de garde éducatif à l'enfance* (avis donné le 18 février 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 65**, Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective (mandat confié le 11 novembre 2020).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

198) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **9 mars 2021**

Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Sollio Groupe Coopératif (anciennement La Coop fédérée) opère un terminal de grains sur le site du Port de Québec, à l'Anse au Foulon. L'Administration portuaire de Québec (APQ), quant à elle, opère une gare de triage tout juste à côté. L'ensemble des activités portuaires prévues dans ce secteur ne seront pleinement opérationnelles qu'au début de l'année 2022. Le projet final comprend la conversion du terminal de granules de bois, la construction de 4 silos de 15 000 tonnes métriques (t), de 4 plus petits silos de 1 000 t, de convoyeurs couverts, de deux tours pour la manutention et le nettoyage du grain, d'un laboratoire de classement de grains, de deux sous-stations électriques et d'une station de déchargement de grains par wagon. Le terminal maritime et terrestre aura la capacité d'accueillir deux navires océaniques à quai, des trains de 110 wagons en sections dans une gare de triage, et une centaine de camions par jour. La capacité d'entreposage du grain passera de 75 000 tonnes à 109 000 tonnes. Le projet prévoit un volume d'exportation de 1 290 000 tonnes de grain par année effectué par 47 navires. L'approvisionnement annuel du terminal se fera par l'entremise de 23 navires, de 45 trains de 110 wagons et de 4 210 camions de 30 tonnes.

Près de 1 200 résidences sont situées à moins d'un kilomètre du projet. Même si le projet n'est pas réalisé présentement à son plein potentiel, cela fait déjà deux ans que les résident-es du secteur en subissent les nuisances. Les analyses d'impact environnemental financées par Sollio Groupe Coopératif et l'Administration portuaire de Québec montrent clairement que, une fois le projet opérationnel à 100%, les normes de bruit seront dépassées et les normes de particules fines seront presque atteintes. Il faut savoir que les analyses ne mesurent pas toutes les particules fines ni tous les bruits qui seront émis par le terminal. De plus, les études d'impact réalisées ne tiennent pas compte du bruit des navires qui seront amarrés à quai. Malgré toutes ces omissions, l'étude prévoit clairement qu'il y aura des dépassements des valeurs guides utilisées. Le bruit des activités ferroviaires sera presque toujours perçu comme étant supérieur aux normes (écart entre +3 et +5). Lors de la réception des trains et du déchargement des wagons - pendant environ 12 heures -, le niveau sonore perçu serait deux fois plus fort que les valeurs guides pour les résident-es du boulevard

Champlain alors qu'aux Jardins Mérici le bruit excéderait les valeurs guides. Les données tirées des études d'impact montrent que les concentrations totales de particules fines seront tout juste sous la norme environnementale québécoise. En effet, le rapport fait état de 29,3 µg/m³ alors que la norme du ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques est de 30 aux limites de la zone industrielle. De plus, - et c'est ce qui est le plus inquiétant -, le rapport d'évaluation ne tient compte que des particules émises par la manutention et le nettoyage du grain. Si on ajoute les particules fines émises par les navires, les trains et les camions sur le site du projet, il est certain que les normes environnementales en vigueur seront dépassées. Rappelons que le projet prévoit qu'en une journée, il peut y avoir deux navires à quai, une centaine de camions ainsi que le démantèlement d'un train de 110 wagons dans la gare de triage. On ignore aussi complètement les poussières fines qui sont émises par les installations actuelles de Sollio Groupe Coopératif situées à proximité et qui seront raccordées au projet.

Par ailleurs, l'arrêt rendu par la Cour d'appel dans *Procureure générale du Québec c. IMTT-Québec inc* (2019 QCCA 1598) spécifie clairement la mesure de l'application des lois provinciales en matière environnementale à des activités ou des entreprises qui relèvent d'une compétence fédérale : « [278] Les lois et les règlements provinciaux d'application générale visant le contrôle des contaminants s'y appliquent, en principe, jusqu'à preuve du contraire. C'est aussi le cas de la prohibition générale de l'article 20 LQE portant sur le rejet de contaminants qui sont susceptibles de porter atteinte à la santé humaine ou causer des dommages ou porter autrement préjudice à la qualité de l'environnement et de la doctrine des troubles de voisinage en droit civil québécois avec lequel cette prohibition générale s'harmonise [238]. Les citoyens du Québec ont ainsi tout aussi droit à un environnement exempt de contaminants au sein du port de Québec qu'ailleurs au Québec. [279] Dans ce contexte, il est opportun de souligner que les lois fédérales prennent la peine de souligner l'importance d'une collaboration efficace et harmonieuse entre tous les ordres de gouvernement lorsqu'il s'agit de la protection de l'environnement. La collaboration plutôt que la confrontation est de mise dans ce domaine. »

À la lumière des éléments portés à l'attention du ministre de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques, je souhaite qu'il réponde aux questions suivantes :

1. Est-ce que le ministre est en mesure d'affirmer que le projet en cours à l'Anse au Foulon respecte les normes environnementales québécoises?
2. Si tel n'est pas le cas, pourquoi le ministre ne fait-il pas respecter les lois québécoises, notamment la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE), sur le territoire de l'Anse au Foulon dans le cadre du projet réalisé par l'Administration portuaire de Québec et Sollio Groupe Coopératif?
3. Après avoir été alerté par les citoyen-es du secteur, et ce, dès le mois de juin 2020, pourquoi le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques n'a-t-il pas dépêché ses propres experts sur le terrain afin de vérifier si les normes environnementales étaient respectées?
4. Considérant que le gouvernement a récemment interpellé la Cour suprême pour faire appliquer sa loi au Port de Québec, comment le ministre justifie-t-il son inaction dans le secteur de l'Anse au Foulon alors qu'un arrêt explicite de la Cour d'appel du Québec valide la compétence du Québec en la matière?

199) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **9 mars 2021**
Au ministre des Transports

Sollio Groupe Coopératif (anciennement La Coop fédérée) opère un terminal de grains sur le site du Port de Québec, à l'Anse au Foulon. L'Administration portuaire de Québec (APQ), quant à elle, opère une gare de triage tout juste à côté. L'ensemble des activités portuaires prévues dans ce secteur ne seront pleinement opérationnelles qu'au début de l'année 2022. Le projet final comprend la conversion du terminal de granules de bois, la construction de 4 silos de 15 000 tonnes métriques (t), de 4 plus petits silos de 1 000 t, de convoyeurs couverts, de deux tours pour la manutention et le nettoyage du grain, d'un laboratoire de classement de grains, de deux sous-stations électriques et d'une station de déchargement de grains par wagon. Le terminal maritime et terrestre aura la capacité d'accueillir deux navires océaniques à quai, des trains de 110 wagons en sections dans une gare de triage, et une centaine de camions par jour. La capacité d'entreposage du grain passera de 75 000 tonnes à 109 000 tonnes. Le projet prévoit un volume d'exportation de 1 290 000 tonnes de grain par année effectué par 47 navires. L'approvisionnement annuel du terminal se fera par l'entremise de 23 navires, de 45 trains de 110 wagons et de 4 210 camions de 30 tonnes.

Près de 1 200 résidences sont situées à moins d'un kilomètre du projet. Même si le projet n'est pas réalisé présentement à son plein potentiel, cela fait déjà deux ans que les résident-es du secteur en subissent les nuisances. Les analyses d'impact environnemental financées par Sollio Groupe Coopératif et l'Administration portuaire de Québec montrent clairement que, une fois le projet opérationnel à 100%, les normes de bruit seront dépassées et les normes de particules fines seront presque atteintes. Il faut savoir que les analyses ne mesurent pas toutes les particules fines ni tous les bruits qui seront émis par le terminal. De plus, les études d'impact réalisées ne tiennent pas compte du bruit des navires qui seront amarrés à quai. Malgré toutes ces omissions, l'étude prévoit clairement qu'il y aura des dépassements des valeurs guides utilisées. Le bruit des activités ferroviaires sera presque toujours perçu comme étant supérieur aux normes (écart entre +3 et +5). Lors de la réception des trains et du déchargement des wagons - pendant environ 12 heures -, le niveau sonore perçu serait deux fois plus fort que les valeurs guides pour les résident-es du boulevard Champlain alors qu'aux Jardins Mérici le bruit excéderait les valeurs guides. Les données tirées des études d'impact montrent que les concentrations totales de particules fines seront tout juste sous la norme environnementale québécoise. En effet, le rapport fait état de $29,3 \mu\text{g}/\text{m}^3$ alors que la norme du ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques est de 30 aux limites de la zone industrielle. De plus, - et c'est ce qui est le plus inquiétant -, le rapport d'évaluation ne tient compte que des particules émises par la manutention et le nettoyage du grain. Si on ajoute les particules fines émises par les navires, les trains et les camions sur le site du projet, il est certain que les normes environnementales en vigueur seront dépassées. Rappelons que le projet prévoit qu'en une journée, il peut y avoir deux navires à quai, une centaine de camions ainsi que le démantèlement d'un train de 110 wagons dans la gare de triage. On ignore aussi complètement les poussières fines qui sont émises par les installations actuelles de Sollio Groupe Coopératif situées à proximité et qui seront raccordées au projet.

Par ailleurs, le coût total du projet de terminal de grains et de la gare de triage est estimé à 100 millions \$. Le gouvernement du Québec a annoncé une contribution financière de 30 millions de dollars, soit un investissement de 10 millions de Capital logistique Québec et une subvention de 20 millions provenant du Programme de soutien aux investissements dans les infrastructures de transport maritime du ministère des Transports (MTQ). Or l'une des conditions du programme de subventions est le respect des lois et des règlements du Québec à défaut de quoi les subventions peuvent être retirées : « Les bénéficiaires du programme doivent respecter les lois, les règlements et les normes en vigueur et obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet. Le Ministère peut renoncer à son engagement, réduire sa participation, ou exiger le remboursement des sommes versées en cas de

non-respect par le requérant des conditions du programme ou des lois et règlements du Québec. »

À la lumière des éléments portés à l'attention du ministre des Transports, nous souhaitons qu'il réponde aux questions suivantes :

1. Pourquoi le ministre des Transports ne fait-il pas respecter les règles du programme de subvention qu'il administre en retirant les subventions attribuées à ce projet puisqu'il ne respecte pas les règles environnementales québécoises en vigueur?
2. À quoi servent les règles de son Programme de soutien aux investissements dans les infrastructures de transport maritime s'il est possible de ne pas les respecter sans conséquence et de toucher quand même des subventions ?
3. Comment le ministre des Transports justifie-t-il que la tâche de s'assurer du respect des lois en vigueur au Québec revienne au bénéficiaire de la subvention, et que le gouvernement ne fasse aucune vérification de conformité?
4. Considérant que les citoyen-es ont alerté le ministère des Transports dès le mois de février 2020, comment le ministre justifie-t-il son inaction dans ce dossier?
5. Qu'est-ce que le ministre répond à une citoyenne du secteur qui dénonce le fait que de l'argent public soit attribué à des promoteurs pour que ceux-ci causent ensuite préjudice aux citoyen-es?

200) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **9 mars 2021**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

En 1995, sur présentation de propositions de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ) et de la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH), le Programme d'achat-rénovation en coopératives et OSBL (PARCO) a été créé.

Ce sont un peu plus de 1 000 unités de logement qui ont été développées grâce au programme PARCO. Or, la plupart des conventions avec la Société d'habitation du Québec de ces projets d'habitation viendront à échéance à la fin de l'année 2022, de même que les subventions de supplément au loyer (PSL) permettant aux personnes les plus vulnérables de résider dans ces logements.

Alors que le Québec connaît l'une des pires crises du logement depuis des décennies, avec des loyers en hausse fulgurante et un taux d'inoccupation inquiétant, et alors que la crise sanitaire actuelle et les confinements issus de celle-ci ont révélé une fois de plus l'importance d'avoir un logement adéquat, il apparaît plus que jamais essentiel que les ménages à faible revenu, résidant notamment dans des logements créés via PARCO, puissent avoir une paix d'esprit quant à l'avenir de leur situation de logement.

À la lumière de ce qui précède, ma question pour la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation est la suivante :

Est-ce que la ministre s'engage dès maintenant à maintenir les subventions au loyer dans les logements coopératifs et sans but lucratif, notamment ceux réalisés via le Programme d'achat-rénovation en coopératives et OSBL?

201) Mme Ghazal (Mercier) – **9 mars 2021**
Au ministre des Transports

Un décret (890-2010) du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a été émis dans le cadre du projet de reconstruction du complexe Turcot sur le territoire des villes de Montréal, de Montréal-Ouest et de Westmount, pour assurer de bon déroulement du point de vue de l'environnement de ce grand projet.

Un volet du décret, la condition No. 8 concernant la Falaise Saint-Jacques requiert une compensation pour les dommages que subiront le milieu humide et les arbres qui s'y trouvent.

Plutôt que de créer des bassins et un étang comme présenté au public, le ministère veut implanter un fossé qui nécessiterait d'abattre entre 400 et 625 arbres, même s'ils sont pour la plupart sains. Les explications du MTQ que ces travaux sont nécessaires « afin de faciliter l'entretien, d'assurer un drainage adéquat et de garantir, à long terme, la stabilité de la falaise Saint-Jacques ainsi que de la butte de la bande verte » portent à confusion, car les racines des arbres jouent un grand rôle à assurer la stabilité des sols.

La Falaise est une importante route pour les oiseaux migrateurs, pour lesquels ces arbres sont essentiels, en plus d'abriter 65 espèces d'oiseaux, dont des espèces comme la grive des bois et l'hirondelle des cheminées qui sont menacées, ainsi que la couleuvre brune, qui est en voie de l'être.

À la lumière de ce qui précède, nous souhaitons que le ministre réponde aux questions suivantes :

1. Pourquoi le ministre des Transports n'a pas respecté la condition 8 du décret 890-2010, concernant la Falaise Saint-Jacques ?
2. Pourquoi le groupe « Sauvons la falaise » n'a-t-il pas été averti ni de l'approbation par le ministre de l'Environnement des travaux d'abattage des arbres ni du début des travaux, malgré une promesse de le faire?
3. Qu'est-ce que le ministre entend faire pour respecter la condition n° 8?

202) Mme Melançon (Verdun) – **9 mars 2021**
À la ministre responsable de la Condition féminine

Le 27 octobre 2020, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale déposait le projet de loi n° 59, Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail. Les groupes représentant les femmes, tout comme l'ensemble des instances représentant les droits des Québécoises et Québec, ont condamné l'empressement du gouvernement à vouloir aller rapidement dans une réforme qui aura des impacts importants pour la santé et la sécurité des femmes.

En lien avec ce projet de loi, est-ce que la ministre peut nous indiquer si le Secrétariat à la condition féminine ou le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont procédé à une analyse différenciée selon les sexes, ou toute autre analyse permettant de tenir compte des répercussions sur les femmes?

La ministre peut-elle également déposer l'avis produit par le Secrétariat à la condition féminine au sujet de ce projet de loi ou tout commentaire formulé avant le dépôt du projet de loi?

203) Mme Melançon (Verdun) – **9 mars 2021**
À la ministre responsable de la Condition féminine

Le 10 décembre 2020, le ministre de la Justice déposait le projet de loi n° 84, Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement. Les groupes représentant les femmes ont condamné l'empressement du gouvernement à vouloir aller rapidement dans une réforme qui pourrait avoir des impacts importants pour les femmes.

En lien avec ce projet de loi, est-ce que la ministre peut nous indiquer si le Secrétariat à la condition féminine ou le ministère de la Justice a procédé à une analyse différenciée selon les sexes?

Est-ce que la ministre peut également déposer l'avis produit par le Secrétariat à la condition féminine au sujet de ce projet de loi ou tout commentaire formulé avant le dépôt du projet de loi?

204) Mme Melançon (Verdun) – **9 mars 2021**
À la ministre responsable de la condition féminine

La pandémie a été, pour les victimes de violences conjugales et familiales, une épreuve importante qui a mis au grand jour toute la souffrance et l'isolement des victimes.

Est-ce que la ministre peut nous indiquer, depuis le début de la pandémie en mars 2020, le nombre de places supplémentaires ouvertes pour les femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants, ventilé par région ?

La ministre peut-elle également nous indiquer le nombre de places supplémentaires offertes pour les femmes en situation d'itinérance depuis le début de la pandémie, ventilé par région, et nous indiquer si ces places sont dédiées exclusivement aux femmes ?

205) Mme Rizqy (Saint-Laurent) – **9 mars 2021**
Au ministre de l'Éducation

En avril 2020, le premier ministre avait affirmé que l'immunité collective était l'une des raisons expliquant le retour des élèves en classe.

Est-ce que le ministre peut déposer les avis de la Santé publique à ce sujet?

206) Mme Rizqy (Saint-Laurent) – **9 mars 2021**
Au ministre de l'Éducation

Le 8 janvier 2021, le ministre de l'Éducation annonçait qu'une application mobile serait créée afin de permettre aux jeunes d'avoir accès à des ressources, témoignages, vidéos, etc. Le ministre annonçait également que des places d'échanges sur des thèmes répondant aux besoins des jeunes seraient instaurées pour permettre de briser l'isolement et offrir des avenues pour gérer le stress, en plus d'un service de messagerie (chat) accessible partout au Québec.

Pour chacune de ces annonces, est-ce que le ministre peut nous indiquer l'état d'avancement des travaux, les échéances, les organismes partenaires chargés de mettre en place ces mesures et le contrat accordé à l'organisme?

207) Mme Rizqy (Saint-Laurent) – **9 mars 2021**
Au ministre de l'Éducation

Le 8 janvier 2021, le ministre de l'Éducation annonçait la mise en place d'un programme de tutorat et selon le communiqué de presse, «le lancement de divers programmes de tutorat qui débiteront dès la fin janvier».

Le ministre peut-il nous indiquer la liste des programmes de tutorat mis en place en indiquant la date et les sommes octroyées, ventilées par centre de services scolaire?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

a) 17 février 2021

Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte – *député de Jonquière*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS